

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/IND/7

29 avril 1997

(97-1847)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions du JAPON¹ concernant la nouvelle notification complète de l'INDE²

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 24 avril 1997.

Réduction de l'impôt sur le revenu liée aux exportations de marchandises

Question

Ce programme constitue-t-il une subvention prohibée au sens de l'article 3 de l'Accord SMC?

Réponse

Oui. La déduction autorisée, en vertu de l'article 80 HHC de la Loi de 1961 concernant l'impôt sur le revenu, dans le calcul des gains imposables provenant de l'exportation, constitue une subvention prohibée au sens de l'article 3 de l'Accord SMC.

Question

Si tel est le cas, l'Inde pourrait-elle indiquer si elle envisage d'éliminer progressivement ce programme?

Réponse

Il n'est pas prévu d'éliminer progressivement ce programme.

Question

Si tel n'est pas le cas, l'Inde pourrait-elle indiquer pourquoi elle accorde cette subvention et donner des détails sur les conditions à remplir pour en bénéficier?

¹G/SCM/Q2/IND/6 & Corr.1 (anglais seulement).

²G/SCM/N/3/IND + Suppl.1 & Suppl.2.

Réponse

En vertu de l'article 27 de l'Accord SMC, l'Inde n'est pas tenue d'éliminer progressivement ce programme. Les sociétés indiennes et les personnes physiques imposables résidant en Inde sont admises à en bénéficier.

Question

S'agit-il des seules subventions spécifiques que l'Inde maintient sur son territoire? Accorde-t-elle d'autres subventions qu'elle va notifier?

Réponse

Lors de l'examen de sa notification effectué à la première réunion extraordinaire du Comité des subventions et des mesures compensatoires, qui a eu lieu du 22 au 26 juillet 1996, l'Inde avait donné des détails sur tous les programmes au sujet desquels des questions avaient été posées par des Membres. A cet égard, veuillez vous référer aux notifications G/SCM/Q2/IND/4, du 25 novembre 1996, et G/SCM/Q2/IND/5, du 26 novembre 1996.